

Du progrès scientifique au techno scepticisme et à la technophobie

Notre société moderne se trouve confrontée à ce que les experts appellent le problème de la fracture numérique ou ce que je préfère décrire moi-même comme le rideau électronique, c'est-à-dire la distinction entre ceux qui produisent, possèdent et utilisent les moyens et les outils technologiques que la science moderne met à notre disposition, et ceux (la grande majorité, y compris dans les pays développés) qui n'ont pas accès à la société de la connaissance fruit du progrès technologique. Le fossé qui sépare ces deux populations est en train de s'élargir pour trois raisons : le rythme précipité de l'innovation en matière de développement des instruments de connaissance appropriés, la somme croissante de nouvelles informations scientifiques dans la plupart des domaines, ainsi que la complexité multiforme du potentiel technologique. Il semble que devant un appareil électronique (même d'usage courant comme le téléphone portable), bon nombre d'utilisateurs ignorent l'éventail des possibilités qui leur sont offertes, la majorité se satisfaisant de sa fonction principale : dans le cas du téléphone portable, émettre et recevoir des appels. Par ailleurs, on peut s'interroger sur l'utilité de construire des automobiles extrêmement puissantes alors que la vitesse de circulation est partout limitée.

Selon une enquête du Baromètre européen, l'attitude des Européens à l'égard de la science se révèle en général très ambiguë. Chacun est conscient des effets bénéfiques du progrès et de la science sur la qualité de vie (principalement en matière de santé et d'espérance de vie). Nonobstant, nombre de personnes expriment leurs craintes du fait que la recherche scientifique entraîne de nouveaux risques inhérents à ce type de progrès, notamment dans des domaines sensibles qui affectent notre vie quotidienne (manipulation des déchets nucléaires, pollution atmosphérique émise par la circulation routière, sécurité alimentaire ou programmes scientifiques sur la génétique). Ils sont également à l'origine de discussions et de préoccupations éthiques importantes parmi la communauté scientifique, les gouvernements et au sein de la société elle-même. Même si tout le monde s'accorde à dire que seul le progrès scientifique est en mesure d'éliminer les dangers et les risques potentiels (dans lesquels nous incluons les risques scientifiques, ou « épistémogéniques »), on reste largement attaché à l'idée que seule une limitation ou une orientation différente de l'activité et de la politique scientifiques pourrait permettre d'éviter ces effets indésirables sans compromettre les avantages escomptés. Ce type de réaction, mû par une exigence de sécurité, est à l'origine du scepticisme relatif à la notion de progrès en général et des applications technologiques en particulier.

Aujourd'hui, chaque être humain (y compris dans les régions les plus reculées) est un consommateur de science (au travers de sa production technologique) ; pourtant, nul n'est capable de contrôler tous les aspects des réussites scientifiques et des produits qu'il utilise et nécessite. Nous percevons un vague sentiment d'incertitude (même parmi les scientifiques), qui, pour l'opinion publique, peut même aller jusqu'à la technophobie. La science est à la fois considérée comme un espoir et comme une menace : Prométhée et Frankenstein en sont les représentations dans quasiment tous les esprits aujourd'hui. Manifestement, la vérité se situe entre ces deux extrêmes du cheminement scientifique. C'est pourquoi il semble nécessaire de rassurer l'opinion publique et de contrecarrer le sentiment de technophobie avant qu'il ne s'amplifie et ne prenne la dimension d'une protestation contre la science, les scientifiques voire les laboratoires et institutions de recherche. Dans une société de la connaissance telle que la nôtre, il est fondamental de promouvoir la connaissance du savoir et d'essayer par tous les moyens de la partager, comme nous avons partagé le pain autrefois (en gardant à l'esprit que la

nécessité de garantir du pain à tout le monde doit demeurer notre absolue priorité). Évidemment, l'accès à la connaissance ne pourra être garanti à une population toujours plus grande que si l'on repense la politique scientifique et réorganise les modèles de culture que nous cherchons à promouvoir. La culture doit englober non seulement les activités relatives aux sciences humaines, aux arts et à la littérature, mais également la pratique de la science et, naturellement, la connaissance de ses bases. Une révision des cursus universitaires est nécessaire à bien des égards ; il est d'ailleurs intéressant de remarquer que l'Union Européenne a lancé un projet dans cette voie (connu sous le nom de Galileo). Son objectif est de mieux faire connaître la science à différentes catégories de populations, et de favoriser l'alphabétisation ainsi que la connaissance d'éléments et de données scientifiques précis, condition nécessaire à la promotion et au contrôle de l'innovation dans chaque domaine.

La question afférente à la technologie qui doit maintenant être posée est la suivante : le progrès technique peut-il engendrer du progrès en série ? La réponse est évidemment négative.

La technologie étant à la base de la globalisation et, mieux encore, à la base de son succès, on peut penser ou craindre que le mouvement anti-globalisation, qui s'exprime dans divers forums, se retourne d'une façon générale contre le progrès et plus particulièrement contre l'approche technologique de la vie, comme cela est déjà le cas avec les plantations transgéniques. Les technostructures, dont la complexité génère de l'anxiété, peuvent être considérées comme l'adversaire de l'homme moderne, l'empêchant de suivre la voie du bonheur et du développement spirituel. Ce point de vue nous incite à nous demander jusqu'à quel point la science peut s'opposer à la technologie ou agir à son encontre, puisque sa mission est de modeler notre avenir sans porter préjudice au présent par des excès de technologie.

Il semble nécessaire de limiter les effets de l'action des gouvernements technocratiques, considérée comme un instrument de pouvoir qui se soustrait au contrôle des citoyens. Néanmoins, la science doit être enseignée à presque tous les niveaux de l'éducation dans le respect et non à l'encontre de l'humanité. D'autre part, elle doit être considérée comme faisant partie de la culture et comme symbole de réussite sociale pour le genre humain. Les mentalités doivent évoluer dans cette direction.

Hélène Ahrweiler

Historienne

Présidente de l'Université de l'Europe

Ancien recteur de l'Académie de Paris